



Discours prononcé le 16 juin 2020

Avant toute chose, je souhaite exprimer notre reconnaissance envers tous les soignants qui se sont mobilisés durant cette crise épidémique qui, à ce jour, semble maîtrisée. Nos soignants du public comme ceux du privé, mais également les professionnels de l'action sociale et de l'aide à domicile, ont en effet fait preuve d'un dévouement et d'une abnégation exemplaires. D'autant plus exemplaires que les conditions dans lesquelles ils ont dû se préparer à prendre en charge les personnes atteintes par le COVID-19 pour les uns ou bien assurer la continuité de prise en charge des personnes vulnérables pour les autres ont été plus que désastreuses.

Comment pourrions-nous ne pas avoir une pensée toute particulière pour tous ces soignants, qu'ils soient médecins, infirmiers, aides-soignants, et tant d'autres que je ne peux citer, qui malheureusement sont décédés dans l'exercice de leur profession après avoir contracté ce virus. Je veux donc dire au nom de l'Union des syndicats CGT de la santé et de l'action sociale du Calvados, notre immense colère envers ce gouvernement et tous ceux qui l'ont précédé. Car nul doute que bon nombre d'entre eux serait encore parmi nous s'ils avaient disposé des équipements de protection nécessaires. Ces équipements qui ont fait cruellement défaut au premier rang desquels les masques.

Disons-le haut et fort, il n'y aura ni oubli, ni pardon. Car cette pénurie a été provoquée par des décisions politiques qui ont dilapidé les stocks de masques dont disposait l'Etat. Cette pénurie résulte d'une politique de désindustrialisation massive qui a rendu la sixième puissance économique mondiale que nous sommes incapables de produire ses médicaments, ses tests de dépistages, ses équipements de protection, son matériel médical. Non, il n'y aura ni oubli, ni pardon, et les responsabilités devront être établies.

Nous sommes aujourd'hui réunis non seulement pour clamer notre colère mais également pour exiger des moyens matériels et humains permettant de répondre dignement aux besoins de la population en matière de santé. Le 25 mars 2020, Monsieur Macron déclarait



qu'à « l'issue de cette crise, un plan massif d'investissement et de revalorisation sera construit pour notre hôpital » en se gardant bien de donner plus de précisions sur les moyens budgétaires qui seront alloués à ce fameux plan. À cet égard, que penser de ce « Ségur de la santé » dont la deuxième réunion plénière vient d'être annulée sans préavis et qui, selon l'aveu même de nombreux participants, est en train de virer à la mascarade ? Peut-on imaginer une seule seconde que nous bâtirons le jour d'après avec ceux qui nous ont menti durant la crise sanitaire pour masquer leur incurie ? Comment pourrait-on encore avoir confiance en eux ?

La France est un pays riche qui peut se donner les moyens d'avoir un système de santé digne de son rang. Il s'agit là d'une question de volonté et de choix politiques. Ces choix, seule une mobilisation massive des personnels de la santé et de l'action sociale, avec le soutien actif de la population, pourra l'imposer.

Toutes les institutions sociales de ce pays, telle la Sécurité Sociale qui finance les hôpitaux, ont été le fruit de longues et d'âpres luttes pour arracher un ensemble de droits qui aujourd'hui encore constitue le socle de notre vie commune. Le droit à l'égal accès aux soins, quelle que soit sa condition sociale, en fait partie. En faisant de la santé une marchandise et de l'hôpital une entreprise, les politiques néolibérales menées depuis 50 ans ont considérablement affaibli ce droit. Il nous appartient aujourd'hui de le reconquérir, comme tant d'autres, au risque sinon de voir se creuser encore un peu plus les inégalités et les injustices.

La reconquête de ces droits se traduit aujourd'hui par la mobilisation des personnels de la santé publique et privée. Elle se poursuivra demain dans d'autres secteurs pour le droit au travail, le droit au chômage, le droit à une retraite, aux loisirs, etc. Car à la CGT nous sommes convaincus d'une chose : ce n'est que tous ensemble, par-delà ce qui nous sépare, que nous pourrons construire ce jour d'après que nous appelons de nos vœux.